



**MUNDP 2022**  
COMMITMENT TO DEVELOPMENT

# **RAPPORT DE RECHERCHE**

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA  
FRANCOPHONIE (OIF)

PRENDRE DES MESURES CONTRE LA  
CORRUPTION POLITIQUE

NAZLI GÜL AKGİL





## Introduction

En 2020, les pays d'Amérique latine sont confrontés à des troubles sociaux résultant de la frustration populaire face aux inégalités persistantes et à la corruption généralisée. En janvier 2020, Transparency International a publié son dernier indice de corruption, qui mesure la perception de la corruption dans différents pays du monde. Alors que l'Uruguay et le Chili se distinguent comme les pays les moins corrompus de la région, la majeure partie de la région obtient de très mauvais résultats. Mais, tandis que de nombreux pays de la région s'efforcent d'accroître la transparence, de mettre en œuvre de nouveaux contrôles de lutte contre le blanchiment d'argent et de doter leurs systèmes de police et de justice des outils nécessaires pour enquêter et poursuivre la corruption politique, quelques pays se distinguent par leurs performances particulièrement médiocres.

D'un autre côté, les citoyens d'Amérique latine sont en colère contre leurs systèmes politiques à cause de la corruption et du manque de résultats sur la sécurité citoyenne et les promesses économiques. Ils sont dévastés par les inégalités, la croissance lente et la hausse du coût de la vie. En effet, l'urbanisation et la jeunesse avec téléphones portables ont permis d'organiser rapidement des manifestations dans les villes. En outre, la corruption dans certaines institutions, telles que la police, et dans les services publics de base, y compris les soins de santé et l'éducation, reste d'énormes obstacles au progrès et à un impact sur les plus pauvres et les plus vulnérables.

## Définition des termes clefs

### *Le blanchiment d'argent*

Le blanchiment d'argent, le processus par lequel les criminels tentent de dissimuler l'origine illicite et la propriété du produit de leurs activités illégales. Par cela, les criminels tentent de transformer le produit de leurs crimes en fonds apparemment légaux. En cas de succès, ce processus donne une légitimité au produit, sur lequel les criminels gardent le contrôle. Il comporte trois étapes : le placement, la superposition et l'intégration. Au stade du placement, le blanchisseur introduit le profit illégal dans le système financier. Au stade de la stratification, le blanchisseur s'engage dans une série de conversions ou de mouvements de fonds pour les éloigner de leur source. Enfin, dans la phase d'intégration, les fonds retournent à l'économie légitime.



### *Les pots-de-vin*

L'acte de promettre, donner, recevoir ou accepter de recevoir de l'argent ou tout autre objet de valeur dans le but corrompu d'influencer un agent public dans l'exercice de ses fonctions officielles. Quant à la nature de l'argent ou de la faveur donnés ou reçus, la principale question dans la rédaction des lois anti-corruption a été de savoir s'il fallait limiter le crime aux cas dans lesquels l'argent ou les biens sont la source du crime. « l'inciter ou l'étendre aux cas dans lesquels un avantage ou un avantage est conféré ou promis, comme le font actuellement la plupart des lois. »

### Fraude électorale

L'une des causes profondes de la corruption politique est la fraude électorale, notamment le financement frauduleux des partis politiques, l'achat de voix ou la diffusion de fausses informations pendant les campagnes. Un citoyen de la région sur quatre s'est vu offrir des pots-de-vin en échange de votes aux élections nationales, régionales ou locales au cours des cinq dernières années. Dans plusieurs pays, les citoyens sont également menacés de représailles s'ils ne votent pas d'une certaine manière.

### Paradis fiscaux

Il n'y a pas de définition universelle, mais les paradis fiscaux, ou centres financiers offshore, sont généralement des pays ou des lieux où l'impôt sur les sociétés est faible ou nul, ce qui permet aux étrangers d'y créer facilement des entreprises. Les paradis fiscaux limitent également la divulgation publique des entreprises et de leurs propriétaires. Etant donné que les informations peuvent être difficiles à extraire, les paradis fiscaux sont parfois aussi appelés juridictions secrètes. Certains paradis fiscaux peuvent être répertoriés comme le Panama, les Pays-Bas, Malte, l'État américain du Delaware, des territoires comme les îles Caïmans.

### Société écran

Une société écran est une personne morale créée dans un paradis fiscal. Les sociétés écrans n'existent généralement que sur papier, sans employés à temps plein et sans bureaux. Un seul immeuble de bureaux aux îles Caïmans, par exemple, abrite 19 000 sociétés écrans. Les règles diffèrent, mais les propriétaires réels de nombreux abus ne sont



pas divulgués dans les documents de constitution. Des termes tels que « société écran » et « société offshore » sont utilisés de manière interchangeable.

## Aperçu général

### Histoire de la corruption politique en Amérique latine et dans les Caraïbes

Au 19<sup>ème</sup> siècle, l'Amérique latine est sortie ravagée de ses guerres d'indépendance, et bien que ses armées révolutionnaires soient en grande partie des gens de couleur, ces sous-classes ont été ignorées. Les principes des Lumières qui avaient alimenté les révolutions ont été mis de côté alors que les riches créoles (blancs d'origine espagnole) se sont précipités pour s'approprier les richesses laissées par les suzerains coloniaux. Les gouvernements ont été improvisés de manière à maintenir les races les plus sombres en esclavage et à donner aux Blancs les sièges du pouvoir. L'état de droit essentiel à un peuple libre a été abandonné alors que les dictateurs réécrivaient les lois à leur manière.

De 1824 à 1844, au cours de ses 20 premières années en tant que république libérée, le Pérou a eu 20 présidents. La Bolivie en a vu trois en deux jours. D'autre part, l'Argentine a eu plus d'une douzaine de dirigeants au cours de sa première décennie. À la fin des années 1970, 17 des 20 nations d'Amérique latine étaient dirigées par des dictateurs. Vingt ans plus tard, 18 avaient remplacé la main de fer par des démocraties fonctionnelles. Cependant, les élections démocratiques des années 80 dans de nombreux pays n'ont pas suffi à instaurer une démocratie à long terme. Evo Morales, le premier président indigène de la Bolivie, un pauvre cultivateur de feuilles de coca qui a donné à la Bolivie de l'espoir et une mesure d'égalité, est plutôt devenu riche et autoritaire. Bien qu'ils aient causé des dégâts divers, une grande partie des dirigeants latino-américains se sont tournés vers une forme ou une autre de corruption, de violence ou de répression des opposants. Des exemples peuvent être énumérés en conséquence : le Chilien Augusto Pinochet, le Pérou Alberto Fujimori, l'Argentine Cristina Fernández de Kirchner, l'Équateur Rafael Correa, le Nicaragua Daniel Ortega. Au Venezuela, Nicolás Maduro a poursuivi cet autoritarisme effronté ; son gouvernement a été lié à la clôture des enquêtes sur les pots-de-vin du géant brésilien Odebrecht. Au Brésil, le président Jair Bolsonaro a été porté au pouvoir par une coalition anti-criminalité et anti-corruption qui entend corriger cette tendance. Mais malgré tous les



discours durs et les promesses, six mois plus tard, le chômage a augmenté, l'économie est dans une spirale descendante, son fils a été accusé de corruption.

## Les plus grosses affaires de corruption en Amérique latine

### *Scandale d'Odebrecht*

Grupo Odebrecht est le plus grand conglomérat de construction de la région. Son objectif est de construire de grands projets, comme le métro de Caracas, un port à Cuba et une grande partie des infrastructures utilisées par le Brésil lors de la Coupe du monde 2014, dont certains stades. Pays après pays, il est allégué que les employés d'Odebrecht se sont liés avec ceux au pouvoir et ceux qui semblaient arriver bientôt au pouvoir.

En juin 2015, le directeur général du groupe, Marcelo Odebrecht, petit-fils de son fondateur, est arrêté. Depuis lors, lui et des dizaines d'autres dirigeants de l'entreprise ont été emprisonnés. En 2016, tous ont signé des accords avec des enquêteurs brésiliens, acceptant d'avouer des crimes et d'identifier des fonctionnaires corrompus en échange de peines de prison plus courtes. Les dirigeants d'Odebrecht ont avoué avoir versé des pots-de-vin en échange de contrats non seulement au Brésil, mais dans diverses parties du monde. Ils ont révélé que la société avait dépensé 788 millions de dollars depuis 2001 pour soudoyer des représentants du gouvernement dans 11 pays au-delà du Brésil : Angola, Argentine, Colombie, République dominicaine, Équateur, Guatemala, Mexique, Mozambique, Panama, Pérou et Venezuela.

### *Lava Jato*

Un réseau de corruption impliquant un groupe d'entreprises de construction et d'énergie a été découvert après que des blanchisseurs d'argent ont été arrêtés en 2014 et ont décidé de s'exprimer en échange d'une clémence. Alberto Youssef, qui avait été arrêté au moins neuf fois auparavant pour des crimes similaires, a nommé plusieurs dirigeants de Petrobras comme clients qui ont ensuite nommé Odebrecht et d'autres acteurs de l'industrie comme leur source de revenus illicites. Le Web a impliqué des politiciens de plusieurs partis de tous horizons idéologiques et a donné lieu à des enquêtes à travers l'Amérique latine. Bien que la condamnation la plus médiatisée, celle de l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, reste embourbée dans la polémique, l'opération a effectivement démantelé plusieurs réseaux criminels. Au moment de la publication, Lava Jato avait enregistré 199



condamnations, plus de 10 milliards de dollars d'amendes et de demandes de dévolution, près de 778 millions de dollars d'avoirs gelés et 69 accords de négociation de peine. Il a également gravement endommagé l'industrie brésilienne de la construction navale, entraîné une réduction de 30 % du budget d'investissement de Petrobras et a eu un impact direct sur le Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, réduisant pendant longtemps les dépenses consacrées aux projets d'infrastructure.

### ***Panama Papers***

Environ 11,5 millions de documents internes divulgués par le cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca ont révélé des centaines de clients importants avec 214 000 sociétés écrans cachant des fonds dans 21 juridictions différentes. Le cabinet d'avocats, spécialisé dans les comptes offshore, a rapidement ouvert et fermé ce qui s'est avéré être des sociétés écrans aux structures complexes qui ont facilité l'évasion fiscale et protégé les fonds illicites. L'entreprise elle-même a nié avoir commis un acte répréhensible. Les enregistrements ont été obtenus d'une source anonyme par le journal allemand *Süddeutsche Zeitung*, qui les a partagés avec le Consortium international des journalistes d'investigation (CIJI).

Les documents montrent les myriades de façons dont les riches peuvent exploiter des régimes fiscaux offshore secrets. Douze dirigeants nationaux font partie des 143 politiciens, leurs familles et leurs proches collaborateurs connus dans le monde pour avoir utilisé des paradis fiscaux offshore. L'entreprise Mossack Fonseca opère à l'échelle mondiale. Son site Web se vante d'un réseau mondial de 600 personnes travaillant dans 42 pays. Elle possède des franchises dans le monde entier, où des filiales détenues séparément enregistrent de nouveaux clients et ont les droits exclusifs d'utiliser sa marque. Elle opère dans des paradis fiscaux tels que la Suisse, Chypre et les îles Vierges britanniques, ainsi que dans les dépendances de la couronne britannique de Guernesey, Jersey et l'île de Man.

### ***Petrofraude***

Une liste de scandales a été découverte au sein de l'Alliance Petrocaribe, un groupe créé en 2005 par le Venezuela avec pour mission déclarée d'aider à vaincre la pauvreté dans les Caraïbes. En Haïti, des fonds d'une valeur de quelque 3,8 milliards de dollars provenant des prêts pétroliers du Venezuela auraient été détournés ou volés par le biais de



multiples stratagèmes, notamment des projets d'infrastructure inexistantes et des factures pétrolières frauduleuses au lendemain de la catastrophe tremblement de terre de 2010. Des contrats pour quelque 130 projets de reconstruction ont été attribués à des personnes ayant des liens politiques et de nombreux projets restent inachevés.

Un consortium de journalistes multimédias dirigé par Connectas, une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, a examiné 234 projets développés dans le cadre de Petrocaribe. Les journalistes ont découvert des contrats surévalués, des projets d'infrastructure abandonnés et des dépôts offshore dans des comptes personnels, Haïti étant l'exemple le plus flagrant de détournement de fonds. Un audit du Sénat haïtien a confirmé l'existence de faux contrats et de transactions millionnaires avec des sociétés écrans.

### ***La Estafa Maestra***

Les rapports annuels publiés par l'auditeur national du Mexique pour 2013 et 2014 suggèrent que les universités publiques ont détourné des millions de dollars de dépenses. Onze agences gouvernementales - dont le ministère mexicain du Développement social et la compagnie pétrolière publique Pemex - auraient passé des contrats publics gonflés et souvent irréguliers par le biais d'universités dans quatre États, laissant au moins 160 millions de dollars sans comptes entre 2013 et 2014. Aucune accusation n'a été portée contre des fonctionnaires de niveau intermédiaire et inférieur dans le cadre de l'affaire et personne n'a été condamné, bien que le procureur général Alejandro Gertz Manero ait déclaré que la corruption présumée d'Estafa Maestra était une priorité absolue pour son bureau. La Estafa Maestra, comme Odebrecht, est devenue un raccourci pour la corruption au Mexique et a joué un rôle essentiel dans la demande croissante du public de rendre des comptes aux représentants du gouvernement.

## **Pays et Organisations Concernés**

### ***Venezuela***

Le Venezuela est un exemple de pétro-État, où le gouvernement dépend fortement des revenus des combustibles fossiles, le pouvoir est concentré et la corruption est endémique. Les pétro-États sont vulnérables à ce que les économistes appellent le syndrome hollandais, dans lequel un gouvernement développe une dépendance malsaine à



l'égard des exportations de ressources naturelles aux dépens d'autres secteurs. Depuis la découverte de pétrole au Venezuela au tournant du 20e siècle, de nombreux gouvernements ont profité du potentiel du pays dans le commerce du pétrole et ont financé leurs gouvernements par le biais des exportations. En 1973, un embargo de cinq mois imposé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) sur les pays soutenant Israël dans la guerre de Yom Kippour a quadruplé les prix du pétrole et fait du Venezuela le pays avec le revenu par habitant le plus élevé en Amérique latine. En deux ans, la manne a ajouté 10 milliards de dollars aux caisses de l'État, laissant place à une corruption généralisée et à une mauvaise gestion. Les analystes estiment que pas moins de 100 milliards de dollars ont été détournés entre 1972 et 1997. À la mi-2014, les prix mondiaux du pétrole ont chuté et l'économie vénézuélienne est tombée en chute libre. Alors que les troubles se préparaient, Maduro a consolidé son pouvoir par la répression politique, la censure et la manipulation électorale. En 2018, il est réélu dans une course largement condamnée comme injuste et antidémocratique.

## *Haiti*

Les tensions politiques en Haïti se sont considérablement accrues depuis l'assassinat du Président Moïse le 7 juillet 2021. Selon le Wall Street Journal, M. Moïse a été lié à la montée des gangs criminels en Haïti qui sont utilisés pour réprimer la dissidence et obtenir le contrôle territorial. Bien que Moïse ait nié toute implication, trois responsables du gouvernement haïtien (dont un particulièrement proche de lui) ont été sanctionnés l'an dernier par le département du Trésor américain pour leur rôle de premier plan dans le massacre de 71 innocents liés à un gang en novembre 2018 à Port-au-Prince. De violentes manifestations antigouvernementales se sont poursuivies depuis le départ des casques bleus de l'Organisation de Nations Unies (ONU) en 2017, déclenchées par la stagnation de l'économie (aggravée par la pandémie de coronavirus) et l'implication présumée de Moïse dans le détournement de jusqu'à 2 milliards de dollars du programme PetroCaribe du Venezuela, maintenant défunt, sous l'administration de son prédécesseur, l'ancien Président Michel Martelly.





## *Brésil*

La plus grande enquête de corruption jamais menée au Brésil, connue sous le nom d'enquête Lava Jato (Lavage de voitures), a révélé un réseau de corruption à travers l'Amérique latine et au-delà, secouant l'établissement politique et économique dans plus d'une douzaine de pays. Ce qui a commencé en 2014 comme une enquête pour blanchiment d'argent a rapidement mis au jour la corruption au plus haut niveau du gouvernement brésilien et dans des entreprises telles que la compagnie pétrolière publique Petroleo Brasileiro (Petrobras) et le géant pétrolier de construction Odebrecht, maintenant appelé Novonor, qui a offert des pots-de-vin en échange de contrats. au Brésil et à l'étranger. Lava Jato a abouti à près de 280 condamnations, a restitué environ 800 millions de dollars aux coffres de l'État brésilien et a déclenché des enquêtes secondaires dans le monde entier. Néanmoins, le Brésil a fermé le groupe de travail derrière Lava Jato en février 2021, le président Jair Bolsonaro arguant que la corruption au sein du gouvernement avait été éradiquée. (Certains analystes soutiennent que la vraie raison est que le président brésilien assiégé craignait que lui ou sa famille ne soient emprisonnés.)

## *Honduras*

Au cours des cinq dernières années, les enquêtes et les procès ont mis en évidence les liens qui se chevauchent entre le groupe insulaire hondurien des élites politiques et commerciales et les groupes criminels organisés. En 2021, le département d'État américain a accusé l'ancien président hondurien José Lobo Sosa d'avoir accepté des pots-de-vin d'organisations de trafic de drogue. En mars 2021, un juge new-yorkais a condamné le frère de l'actuel président hondurien Juan Orlando Hernandez à la prison à vie pour trafic de drogue. Les procureurs américains soupçonnent que l'ascension politique du président Hernandez a été financée par des flux de trésorerie illicites. En 2020, Transparency International a classé le Honduras parmi les pays les plus corrompus au monde, 157 sur 180, légèrement devant l'Irak, l'Afghanistan et le Venezuela, mais bien pire que la Colombie, le Panama et le Mexique.



## *Transparency International*

Transparency International est un mouvement mondial qui œuvre dans plus de 100 pays pour mettre fin à l'injustice de la corruption. Il se concentre sur les problèmes ayant le plus grand impact sur la vie des gens et tient les puissants responsables du bien commun. Par son plaidoyer, ses campagnes et ses recherches, il s'efforce d'exposer les systèmes et les réseaux qui permettent à la corruption de prospérer, exigeant une plus grande transparence et intégrité dans tous les domaines de la vie publique. Chaque année, Transparency International publie un « Indice de perception de la corruption » qui classe 180 pays et territoires.

## *Paraguay*

Pendant des décennies depuis le renversement en 1989 du dictateur fasciste du Paraguay Alfredo Stroessner, les anciennes élites du pays ont embrassé la démocratie tout en bénéficiant de l'héritage de Stroessner - une structure de pouvoir largement corrompue et fortement compromise par la contrebande et le trafic illicite de l'économie noire. Les deux moteurs de cette économie restent de vastes frontières poreuses et des centres de blanchiment d'argent florissants le long des frontières du pays, en particulier dans la tristement célèbre zone tri-frontière de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay (TBA). Depuis les années 1980, le Hezbollah a construit un centre de blanchiment d'argent sophistiqué et commercial au cœur d'une zone sans vente au détail à Ciudad Del Este, du côté paraguayen de la TBA.

## *Guatemala*

Les institutions politiques du Guatemala sont connues pour être faibles, fragmentées et peu représentatives. Les partis politiques sont instables et éphémères, souvent créés comme des véhicules électoraux plutôt que comme des associations permanentes. Des campagnes électorales coûteuses ont encore tourmenté le système politique, laissant les politiciens lever des fonds et se retrouver endettés envers des intérêts criminels ou de puissantes élites commerciales cherchant à accéder aux ressources et aux contrats publics. L'enquête de la Drug Enforcement Administration (DEA) des États-Unis et l'arrestation qui a suivi le 17 avril du candidat présidentiel Mario Estrada illustrent comment le crime organisé



et les intérêts particuliers ont infiltré le système politique du pays. Selon la DEA, Estrada a offert au cartel de Sinaloa l'accès aux ports et aéroports du Guatemala pour importer de la cocaïne aux États-Unis. En retour, Estrada a sollicité des fonds du cartel pour financer un stratagème criminel qui lui garantirait la présidence, qui comprenait l'assassinat de ses rivaux politiques.

## Chronologie des événements importants

<b>3 mai 1993</b>	Transparency International a été fondé.
<b>9 décembre 2003</b>	La Convention des Nations Unies contre la corruption a été adoptée.
<b>2013-2014</b>	La Estafa Maestra
<b>2014</b>	Les suspects de Lava Jato ont été arrêtés.
<b>Juin 2015</b>	Le directeur général d'Odebrecht, Marcelo Odebrecht, est arrêté.
<b>6 avril 2016</b>	Les Panama Papers ont été publiés par le journal allemand Süddeutsche Zeitung.
<b>2018</b>	Nicolas Maduro est réélu dans une course largement condamnée comme injuste et antidémocratique
<b>2021</b>	Le département d'État américain a accusé l'ancien président hondurien José Lobo Sosa d'avoir accepté des pots-de-vin d'organisations de trafic de drogue.
<b>Mars 2021</b>	Le frère de l'actuel président hondurien Juan Orlando Hernandez a été condamné à la prison à vie pour trafic de drogue.
<b>7 juillet 2021</b>	Le Président Moïse d'Haïti a été assassiné.



## Implication de l'ONU, traités et résolutions concernées

- Adoptée par l'Assemblée générale à sa 57e séance, le 18 décembre 2002 (**A/RES/57/169**)
- Adoptée par l'Assemblée générale à sa 58e séance, le 31 octobre 2003 (**A/RES/58/4**)
- **Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC)**, le 9 décembre 2003

## Solutions ayant déjà été mises en place

L'une des mesures importantes prises par les pays membres de l'ONU est la Convention des Nations Unies contre la corruption. L'élaboration et l'application de ce traité est une réalisation notable compte tenu de sa couverture mondiale et de la portée de ses dispositions sur la corruption, qui traitent à la fois de mesures préventives et punitives. La CNUCC aborde également la nature transfrontalière de la corruption en tenant compte de la nécessité d'une coopération internationale et des conditions associées au retour des avoirs volés. Néanmoins, l'absence de décisions et de conventions régionales a largement affecté l'Amérique latine et les Caraïbes. Au fil des ans, de plus en plus de mouvements antidémocratiques ont eu lieu et les gouvernements eux-mêmes ont été impliqués dans de graves cas de corruption. Un scandale de corruption en a affecté un autre, créant un effet domino et l'absence de lois protectrices a provoqué davantage de scandales de corruption, conduisant à des régimes non démocratiques où les citoyens sont obligés de voter d'une certaine manière.

## Solutions possibles

Premièrement, davantage de décisions régionales devraient être prises pour éradiquer la corruption gouvernementale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les résolutions et conventions passées de l'ONU ne se concentrent pas sur cette région, ce qui rend encore plus difficile le maintien de gouvernements démocratiques. Afin d'observer les mouvements antidémocratiques et de sauvegarder les droits des citoyens dans toute la région, un sous-organe de l'ONU devrait être désigné.

D'autre part, les scandales de corruption dans lesquels les gouvernements sont fortement impliqués, tels que Odebrecht, La Estafa Maestra et les Panama Papers, ont montré la nécessité de lois plus strictes pour empêcher les abus de pouvoir des responsables gouvernementaux. Dans ce cas, chaque pays devrait établir son propre



ensemble de lois qui devraient inclure des vérifications approfondies des antécédents et la sécurité des élections. Pour y parvenir, la pression sur les électeurs de chaque pays doit être éradiquée, ce qui signifie que l'influence des cartels doit être diminuée.

Enfin et surtout, toutes les activités économiques dans lesquelles le gouvernement est impliqué doivent être contrôlées régulièrement, en particulier le financement de toutes sortes d'élections dans un pays. Comme certains pays d'Amérique latine disposent de riches ressources en combustibles fossiles, les gouvernements devraient empêcher la corporatisation de ces ressources pour empêcher les cartels de se renforcer.

## Bibliographie

1. Flannery, Nathaniel Parish. "What Are the Most Corrupt Countries in Latin America?" *Forbes*, Forbes Magazine, 23 Jan. 2020, <https://www.forbes.com/sites/nathanielparishflannery/2020/01/24/what-are-the-most-corrupt-countries-in-latin-america/?sh=263930104e21>.
2. Bosworth, James. "2019 Has Been a Difficult Year in Latin America - 2020 May Only Get Worse." *Business Insider*, Business Insider, 25 Nov. 2019, <https://www.businessinsider.com/political-instability-protests-in-latin-america-may-intensify-in-2020-2019-11#big-picture-the-trends-connecting-the-protests-are-going-to-continue-1>.
3. "What People Think: Corruption in Latin America & the Caribbean - News." *Transparency.org*, Transparency International, 23 Sept. 2019, <https://www.transparency.org/en/news/what-people-think-corruption-in-latin-america-the-caribbean>.
4. Arana, Marie. "Tracing the History of Democracy's Failures in Latin America." *Time*, Time, 27 Aug. 2019, <https://time.com/5662653/democracy-history-latin-america/>.
5. Miller, Ben, and Fernanda Uriegas. "Latin America's Biggest Corruption Cases: A Retrospective." *Americas Quarterly*, Americas Quarterly, 11 July 2019, <https://www.americasquarterly.org/article/latin-americas-biggest-corruption-cases-a-retrospective/>.
6. "Political Integrity Lacking in Latin America and the Caribbean,..." *Transparency.org*,



- Transparency International, <https://www.transparency.org/en/news/political-integrity-lacking-in-latin-america-and-the-caribbean-especially-a>.
7. Gallas, Daniel. "Brazil's Odebrecht Corruption Scandal Explained." BBC News, BBC, 17 Apr. 2019, <https://www.bbc.com/news/business-39194395>.
  8. "Odebrecht Case: Politicians Worldwide Suspected in Bribery Scandal." BBC News, BBC, 17 Apr. 2019, <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-41109132>.
  9. Adamoli, Sabrina. "Money Laundering." Encyclopædia Britannica, Encyclopædia Britannica, Inc., 23 Dec. 2021, <https://www.britannica.com/topic/money-laundering>.
  10. Fitzgibbon, Will, and Ben Hallman. "What Is a Tax Haven? Offshore Finance, Explained." ICIJ, 6 Apr. 2020, <https://www.icij.org/investigations/panama-papers/what-is-a-tax-haven-offshore-finance-explained/>.
  11. Britannica, The Editors of Encyclopaedia. "bribery". Encyclopedia Britannica, 1 Apr. 2021, <https://www.britannica.com/topic/bribery>.
  12. Cheatham, Amelia, et al. "Venezuela: The Rise and Fall of a Petrostate." Council on Foreign Relations, Council on Foreign Relations, 29 Dec. 2021, <https://www.cfr.org/background/venezuela-crisis>.
  13. Roberts, James M. "President's Assassination, Corruption, Gang Violence Accelerate Haiti's Downward Spiral." The Heritage Foundation, 6 Aug. 2021, <https://www.heritage.org/americas/commentary/presidents-assassination-corruption-gang-violence-accelerate-haitis-downward>.
  14. Cheatham, Amelia. "Lava Jato: See How Far Brazil's Corruption Probe Reached." Council on Foreign Relations, Council on Foreign Relations, 19 Apr. 2021, <https://www.cfr.org/in-brief/lava-jato-see-how-far-brazils-corruption-probe-reached>.
  15. Flannery, Nathaniel Parish. "Will Honduras Win the Fight against Corruption?" Forbes, Forbes Magazine, 5 July 2021, <https://www.forbes.com/sites/nathanielparishflannery/2021/07/05/can-honduras-fight-corruption/?sh=17cf3b19679b>.
  16. Beltrán, Adriana, and Adeline Hite. "Corruption in the Guatemalan Political System and the 2019 Elections." WOLA, 14 June 2019, <https://www.wola.org/analysis/corruption-in-the-guatemalan-political-system-and-the-2019-elections/>.
  17. Ottolenghi, Emanuele. "Paraguay's Endemic Corruption Will Not End without U.S.



Intervention.” The National Interest, The Center for the National Interest, 18 Apr. 2021, <https://nationalinterest.org/feature/paraguay%E2%80%99s-endemic-corruption-will-not-end-without-us-intervention-182856>.

18. “About.” Transparency.org, Transparency International, [https://www.transparency.org/en/about?gclid=CjwKCAiAlfqOBhAeEiwAYi43F1T8Okvg\\_aLE2V4WaRVQMUd\\_foaxq23hdKmmFsynqcMJX7OxO9AboKBoCbEoQAvD\\_BwE](https://www.transparency.org/en/about?gclid=CjwKCAiAlfqOBhAeEiwAYi43F1T8Okvg_aLE2V4WaRVQMUd_foaxq23hdKmmFsynqcMJX7OxO9AboKBoCbEoQAvD_BwE).

19. “UNCAC.” UNCAC | The Only Legally Binding Anti-Corruption Instrument, World Bank, <https://star.worldbank.org/focus-area/uncac>.

## Liens utiles

- [L'Amérique latine et la corruption](#)
- [Corruption en Amérique Latine](#)